

🔗 L'activité des matériaux plombée par un empilement des chocs ! 🔗

L'ESSENTIEL

Après trois mois et demi de guerre au Moyen-Orient et une quarantaine de « deals imminents » annoncés par Donald Trump, un accord de paix, validé par l'Iran, a enfin été signé avec les Etats-Unis.

Dès l'annonce de celui-ci mi-juin, le prix du baril de Brent est redescendu sous les 80€ après un pic à 120€ fin avril. Le déblocage du détroit d'Ormuz et la normalisation de la situation prendront certes encore un peu de temps mais les tensions inflationnistes et la pression sur les taux d'intérêt devraient s'apaiser. En attendant, le contexte conjoncturel n'aura pas été propice à la filière construction ce premier semestre. La superposition des chocs (intempéries, tensions géopolitiques, hausse des prix du pétrole, remontée des taux, cycle électoral municipal...) a pesé sur la dynamique de sortie de crise immobilière qui s'était enclenchée en 2025. Du côté des matériaux, l'activité peine à retrouver de l'élan et demeure baissière à fin avril. L'issue favorable du conflit iranien permettrait-t-elle au cours des prochains mois de gommer l'attentisme, ranimer la confiance et surtout restaurer les conditions financières nécessaires à la solvabilisation des projets ?

CHIFFRES CLÉS

JANVIER-AVRIL 2026 :
L'ACTIVITÉ RECLE DE

-3,1% EN GRANULATS
-3,7% EN BPE
SUR UN AN

(données CVS-CJO)

FOCUS

UN MOIS D'AVRIL ATONE

Alors que 2026 s'annonçait sous de meilleurs auspices, l'activité des matériaux a finalement marqué le pas au cours des quatre premiers mois de l'année, sous l'effet conjugué des intempéries de janvier-février d'une part, puis du conflit iranien d'autre part. Après un modeste rebond en mars, la production de granulats aurait reculé de 3,4% en avril par rapport à mars, selon nos premières estimations, parvenant tout juste à se stabiliser sur un an (-0,3%, données CVS-CJO). Sur les trois derniers mois connus, l'activité perd ainsi 2,7% au regard des trois mois précédents et cède 3,1% en glissement annuel. En cumul sur les quatre mois de 2026, la production se replie de 2,4% sur un an, soit un rythme un peu supérieur au cumul glissant sur douze mois (-2,2%). Côté BPE, en dépit d'une hausse en mars puis en avril (de +0,9% par rapport à mars, données CVS-CJO), les volumes ne décollent pas de ceux d'il y a un an (-0,3%). De fait, les livraisons demeurent en recul de 4,2% sur février-mars-avril, comparé aux trois mois précédents, et de -3,7% en comparaison de la même période de l'an passé. La tendance baissière sur le quadrimestre est ainsi plus prononcée que celle du cumul des 12 derniers mois (-3,1% contre -2,3%), preuve du décrochage de ce début d'année.

L'indicateur matériaux, encore provisoire pour mars, s'est raffermi de +3,6% après deux replis en janvier et février (données CVS-CJO). Avec un indice à 84,2, il s'inscrit en hausse de 1,4% sur un an. Toutefois, l'activité du panier de

matériaux affiche un repli de 2,3% au premier trimestre 2026, comparé au quatrième trimestre 2025, mais tend à se stabiliser sur un an (-0,3%). L'activité des matériaux de la filière minérale patine et peine à sortir de l'ornière : en cumul glissant sur douze mois, la tendance reste baissière, à -0,6%, soit le même rythme que celui constaté un an plus tôt !

LOGEMENTS : LE TABLEAU S'ASSOMBRIT

Dans le secteur du bâtiment, la dynamique positive qui s'était enclenchée en 2025 marque le pas. La dernière enquête menée par l'INSEE en mai dans ce secteur traduit certes une légère amélioration du climat des affaires mais qui relève surtout d'indicateurs mieux orientés dans le segment du second œuvre. Dans le gros œuvre, en revanche, le solde d'opinion sur l'activité passée et future ainsi que les carnets de commandes se dégradent plutôt, un constat partagé par l'enquête de la Banque de France. Pourtant, bien que restant à bas niveau, la construction neuve poursuit son redressement. Les derniers chiffres du ministère à fin avril (CVS-CJO) montrent que le nombre de logements mis en chantier progresse de plus de 37% en cumul depuis janvier, comparé aux quatre premiers mois de 2025. Avec 290 841 unités, le niveau des logements commencés sur un an reste cependant 15% en dessous de la moyenne des cinq dernières années. Du côté du non résidentiel, les surfaces commencées sont elles aussi, plus modestement, en hausse : partant de très

Indicateur d'activité des matériaux de construction

(Données CVS-CJO)

	Poids	INDICE MOIS*		VARIATION EN %, EN GLISSEMENT ANNUEL		
		Mars 2026	2025	T3 2025	T4 2025	T1 2026 (p)
GRANULATS	24 %	84,5	0,9	0,9	0,1	-1,8
BPE	29 %	71,9	-3,7	-3,8	-1,3	-2,3
TUILES ET BRIQUES	7 %	69,9	-1,1	-5,3	-1,5	13,9
PRODUITS EN BÉTON	19 %	75,6	1,0	3,1	-0,2	-3,0
PIERRE DE CONSTRUCTION	1 %	88,2	-1,7	1,7	-2,1	-3,1
TAILLE ET FACONNAGE DE PIERRES	3 %	88,3	0,5	0,4	-1,8	-6,6
CIMENT	13 %	72,9	-4,6	-2,4	-5,5	-0,2
MORTIERS	5 %	103,2	-1,2	3,6	0,2	1,1
INDICATEUR MATÉRIAUX	100 %	84,2	-0,6	0,0	-0,7	-0,3

* Base 100 = janvier 2021 - données CVS-CJO - (p) provisoire

Nota : L'indicateur matériaux mesure l'activité en volume d'un panier de matériaux (granulats, BPE, produits en béton, ciment, tuiles & briques, pierre de construction et façonnage de pierres, mortiers). L'indicateur est construit sur la base des indices mensuels de chiffre d'affaires de l'INSEE, déflaté de l'IPPI (Indice des Prix de Production et d'Importation) et pondéré par le poids respectif dans le chiffre d'affaires total des produits.

Production de granulats et de béton prêt à l'emploi

(Données CVS-CJO)

%	FÉVRIER		MARS		AVRIL *		3 DERNIERS MOIS		CUMUL JANV. - AVRIL 2026 2026/25	CUMUL 12 DERNIERS MOIS n/(n-1)
	m/m-1	2026/25	m/m-1	2026/25	m/m-1	2026/25	t/(t-1)	t/(t-4)		
GRANULATS	-5,6	-7,6	+5,0	-1,2	-3,4	-0,3	-2,7	-3,1	-2,4	-2,2
BPE	-5,8	-8,4	+4,2	-2,2	+0,9	-0,3	-4,2	-3,7	-3,1	-2,3

bas, elles affichent + 3 % sur un an au cours des quatre premiers mois de l'année, dont +8 % sur les trois mois de février à avril et +7,6 % en cumul sur douze mois, pour un total de 21,185 millions de m². Ces évolutions tranchent avec celles des productions de matériaux qui peinent à décoller. Au-delà de dynamiques territoriales assez contrastées, ce décalage peut traduire des délais de latence allongés et difficiles à mesurer. Dans un contexte conjoncturel perturbé et incertain, où l'attentisme prévaut, les démarrages de chantier semblent se concrétiser plus tardivement par des mises en œuvre opérationnelles et des engagements de commandes. La diffusion au secteur des matériaux serait ainsi sensiblement retardée.

Reste que la diffusion du choc énergétique consécutif au conflit iranien devrait à terme essouffler la vigueur des autorisations et ouvertures de chantiers. Pour l'heure, le nombre de permis logements continue de progresser de +12 % sur un an au cours des quatre premiers mois de l'année, un rythme surtout porté par l'individuel (+22 %). A noter que le cumul des autorisations sur un an (384 539 à fin avril), bien qu'en progression annuelle de 16 %, reste environ 6 % en deçà du niveau moyen des cinq années précédentes. Quant aux locaux, les surfaces autorisées reculent de -4,1 % en cumul sur douze mois à fin avril, en dépit d'une hausse de 2 % en glissement annuel au cours des trois derniers mois. En amont, les dernières tendances du marché de la promotion immobilière et des constructeurs individuels suggèrent à terme un ralentissement de l'activité constructive (permis et mises en chantier). En effet, chez les promoteurs, malgré une hausse des transactions de logements neufs, de +4 % entre le quatrième trimestre 2025 et le premier trimestre 2026 (données CVS-CJO), leur niveau stagne par rapport au premier trimestre 2025 et, en cumul annuel glissant, le marché recule de près de 6 %, franchissant un point bas avec 65 294 réservations sur l'année. Le décrochage des ventes aux particuliers concerne surtout les primo-accédants mais la demande émanant des bailleurs sociaux subit elle aussi une forte contraction. Chez les constructeurs de maisons

individuelles, le freinage des ventes en « diffus » se confirme : selon le bulletin Markemétron d'avril, les turbulences internationales conduisent à précipiter l'atterrissage du marché qui ne progresse plus que de 5,6 % sur un an au cours des quatre premiers mois de l'année (à comparer à +33 % il y a un an). Même si les ventes sur les douze derniers mois glissants gagnent encore 23 % à fin avril, les professionnels anticipent une poursuite du ralentissement avec des transactions qui atteindraient au mieux 72 000 unités en 2026 (contre 68 000 en 2025). Corollaire de ces constats, la production de crédits dans le neuf, mesurée en niveau trimestriel, recule de 6 % sur un an en mai (-2,5 % en nombre de prêts). Il y a un an, elle progressait respectivement de 40,5 % et 54,6 %. Pour autant, le marché des crédits du neuf reste actif : en cumul sur douze mois glissants, il affiche une hausse de 12,6 % en production et +16,1 % en nombre de prêts. La moindre solvabilité de la demande explique ces inflexions : la hausse de l'inflation (à 2,4 % en mai), liée au choc sur les prix des carburants, a rogné le pouvoir d'achat des ménages dans un contexte où les prix de l'immobilier neuf sont restés élevés et où le coût du crédit a continué à se tendre. Amorcée avant la crise iranienne, la remontée des taux d'intérêt est cependant restée très

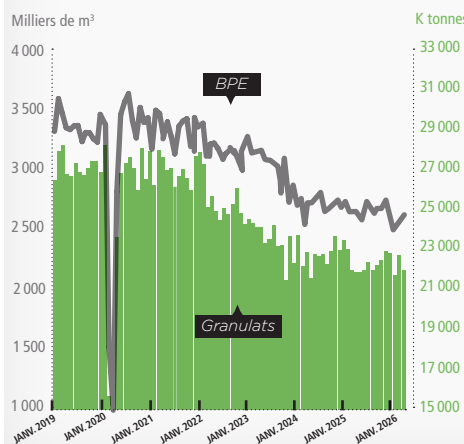
mesurée, le secteur bancaire ayant choisi d'absorber une partie du choc sur ses marges. En mai, le taux moyen pour l'accession s'établissait à 3,25 %* soit 20 pdb de plus que le point bas de juin 2025, une hausse contenue qui s'explique aussi par la déformation de la structure des prêts plus favorable à la clientèle la plus solvable. Le relèvement ponctuel des taux directeurs de la BCE, de 25 pdb en juin, pourrait toutefois conduire les banques à modérer leurs efforts commerciaux.

TP : SUCCESSION DE FACTEURS NÉGATIFS

Selon la dernière enquête de la FNTP, l'activité se serait de nouveau dégradée en avril, perdant 4,8 % sur un mois et 11,5 % sur un an, en volume (donnée CVS-CJO). Ce repli fait écho à la contraction des commandes qui s'établissent 15 % en dessous de celles d'il y a un an, avec un recul de près de 18 % sur les quatre premiers mois de 2026. Au contre-coup des élections municipales s'ajoute la hausse des coûts de production (liés à la crise iranienne) qui ont grimpé de 3,1 % entre février et mars (indice TP01), des chocs d'autant plus difficiles à absorber que les marges de manœuvre budgétaires sont exsangues. ■

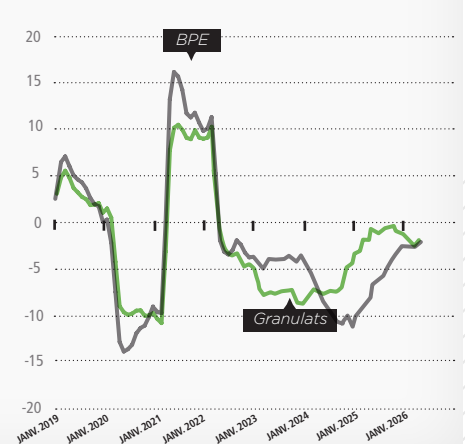
Volume de production granulats et BPE

(données mensuelles - séries CVS-CJO)



Production de granulats et de BPE

(cumul douze mois, variation en % - séries CVS-CJO)



CONTACT

carole.deneuve@unicem.fr
 UNION NATIONALE DES INDUSTRIES DE CARRIÈRES ET MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION
 SERVICE ÉCONOMIQUE - SERVICE STATISTIQUE
 16 bis, boulevard Jean Jaurès - 92110 Clichy - Tél. : 01 44 01 47 01 - Fax : 01 46 22 59 74
 contact@unicem.fr - www.unicem.fr

